

FAIRE FRONT



POUR LE QUÉBEC



REDISTRIBUER LA RICHESSE PAR UN SYSTÈME D'IMPOSITION JUSTE

La CSN mène la campagne *Faire front* en exigeant que les partis politiques s'engagent à porter nos revendications à quelques mois des élections.

Déficit zéro, équilibre budgétaire, austérité, voilà des mantras que les Québécoises et les Québécois connaissent trop bien. Les conséquences? Des écoles en ruine, des classes qui débordent, des hôpitaux vétustes, un accès limité aux services, la disparition du filet social et un manque criant de logements.

Les inégalités sociales augmentent et compromettent l'égalité des chances. L'échappement fiscal et les baisses d'impôt ne profitent qu'aux plus fortunés et aux grandes entreprises lucratives.

**LE QUÉBEC
QU'ON VEUT
DOIT PRENDRE
UNE AUTRE DIRECTION.**

LA CSN EXIGE :

**La fin des coupes budgétaires
pour un réinvestissement significatif
dans les services publics.**

**Une meilleure redistribution de
la richesse par la mise en place
d'un système d'imposition progressif.**

FAIRE FRONT



POUR LE QUÉBEC



PROTÉGER LES DROITS DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS

La CSN mène la campagne *Faire front* en exigeant que les partis politiques s'engagent à porter nos revendications à quelques mois des élections.

Ici comme ailleurs, la démocratie est de plus en plus attaquée. Le gouvernement a multiplié les lois qui s'en prennent aux droits des travailleuses et des travailleurs. La loi 14 freine le droit de grève et le projet de loi 3 veut nous embourber dans des contraintes administratives inutiles. Tout cela pour empêcher les syndicats de bien défendre les salarié-es.

Le gouvernement va plus loin avec des projets de loi qui visent à faire taire les contre-pouvoirs, comme son projet de constitution. Quand le Barreau du Québec s'inquiète d'une dérive autoritaire et d'un effritement

de l'État de droit, c'est que l'heure est grave. Tout cela survient dans un contexte où l'information de qualité se fait rare et que le débat démocratique en fait les frais.

**LE QUÉBEC N'IRA NULLE PART
EN CONTINUANT D'ATTAQUER
CELLES ET CEUX QUI
LE CONSTRUISENT.**

LA CSN RÉCLAME :

Le retrait des lois liberticides.

**Un meilleur financement de
l'information journalistique de qualité
pour l'avenir de notre démocratie.**

FAIRE FRONT



POUR LE QUÉBEC



LUTTER CONTRE LA PRIVATISATION EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

La CSN mène la campagne *Faire front* en exigeant que les partis politiques s'engagent à porter nos revendications à quelques mois des élections.

Le réseau public est affaibli. Il subit l'austérité et les réformes centralisatrices dévastatrices. La privatisation ne fait qu'empirer la situation. Il est temps de fermer les brèches.

La privatisation se fait au détriment du bien commun. Elle affecte particulièrement les femmes, qui sont majoritaires dans le réseau public. Dans les dernières années, le nombre de médecins travaillant au privé a explosé. Les cliniques privées poussent comme des champignons, pendant que les établissements publics donnent des millions en contrats au secteur privé et que les agences de personnel prennent trop de place.

La CSN le répète : pas de profit sur la maladie ! Comme c'est de plus en plus le cas pour le soutien à domicile, nous ne pouvons accepter de sortir notre carte de crédit pour des services qui doivent être payés collectivement.

POUR UN RÉSEAU VRAIMENT PUBLIC, LA CSN PROPOSE :

La fin de la migration du personnel du réseau public vers le secteur privé.

La fin de l'octroi de nouveaux permis aux cliniques à but lucratif.

L'instauration d'un moratoire sur tous les types de privatisation du travail effectué par le personnel du réseau public, dont le soutien à domicile.

FAIRE FRONT



POUR LE QUÉBEC



FAVORISER L'ÉGALITÉ DES CHANCES DE LA PETITE ENFANCE À L'UNIVERSITÉ

La CSN mène la campagne *Faire front* en exigeant que les partis politiques s'engagent à porter nos revendications à quelques mois des élections.

L'égalité des chances est compromise en éducation. Le manque de places dans le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance force des milliers de familles à opter pour une place dans un milieu de garde privé de moindre qualité, ou à repousser le retour au travail.

Le système éducatif est déchiré en trois réseaux inégaux : des écoles publiques sous-financées, un secteur privé fortement subventionné et des programmes pédagogiques sélectifs offerts au public. Ce système d'éducation à trois vitesses accentue les inégalités sociales.

Par ailleurs, plus de la moitié du personnel de soutien scolaire subit de la violence. Des actions doivent être prises pour assurer la sécurité du personnel et des

élèves. Comme si ce n'était pas suffisant, les réseaux de l'éducation et de l'enseignement supérieur subissent une nouvelle vague de compressions budgétaires.

**IL FAUT FAIRE MIEUX POUR
NOS ENFANTS. LA CSN SOUHAITE :**

**L'adoption d'un plan de conversion
de l'ensemble des garderies privées
en services de garde sans but lucratif.**

**L'augmentation du nombre de places
subventionnées pour atteindre la cible
d'une place par enfant.**

**Un système d'éducation public, inclusif,
accessible et gratuit.**

**La hausse du financement du soutien à la
réussite des élèves, des étudiantes et des
étudiants ayant des besoins particuliers.**

**La bonification du financement pour
l'entretien des infrastructures.**

FAIRE FRONT



POUR LE QUÉBEC



DÉVELOPPER UNE ÉCONOMIE DURABLE ET DES EMPLOIS DE QUALITÉ

La CSN mène la campagne *Faire front* en exigeant que les partis politiques s'engagent à porter nos revendications à quelques mois des élections.

L'économie, ça concerne l'ensemble de la population. En pleine période d'incertitude, il faut bâtir une économie pour les travailleuses et les travailleurs. Le développement d'une politique industrielle doit bénéficier à tout le monde, partout au Québec.

L'argent public est disponible pour des projets comme le troisième lien ou Northvolt. Mais on gratte les fonds de tiroir quand vient le temps d'aider les salarié-es. Dans un monde du travail en plein bouleversement, il faut aider les travailleuses et les travailleurs à se former tout au long de leur carrière. Les pénuries de personnel et les

changements technologiques ne sont pas près de disparaître. Exigeons du gouvernement qu'il cesse de jouer la carte de la division quand il est question d'immigration. Une grande partie des salarié-es migrants font face à une précarité inhumaine. Il faut faire mieux.

POUR UNE ÉCONOMIE DURABLE, LA CSN VEUT :

Une réelle politique industrielle pour des emplois de qualité partout au Québec.

Le déploiement d'une stratégie de formation continue tout au long de la vie.

Une nouvelle vision en immigration : rétablir l'équilibre entre résident-es temporaires et permanents, abolir les permis fermés et favoriser l'établissement durable par la résidence permanente et l'apprentissage du français.

FAIRE FRONT



POUR LE QUÉBEC



DÉVELOPPER UNE ÉCONOMIE DURABLE ET DES EMPLOIS DE QUALITÉ

La CSN mène la campagne *Faire front* en exigeant que les partis politiques s'engagent à porter nos revendications à quelques mois des élections.

Le déni de l'urgence climatique par l'administration Trump fait mal. Malheureusement, le gouvernement en profite et réduit ses actions pour agir contre les changements climatiques. La mauvaise gestion des ressources naturelles, les vagues de chaleur et les inondations nous rappellent pourtant l'importance d'intervenir pour l'avenir de la planète.

Il faut transformer notre économie pour créer des emplois verts dans toutes les régions. Pour y arriver, il faut miser sur la transition juste pour aider les salarié-es qui seront les premiers touchés par la décarbonation. Ce n'est certainement pas le libre marché

qui va les aider. Majorer le financement du transport collectif assurerait l'entretien des infrastructures et le développement de nouveaux projets, un peu partout au Québec. Ce chantier permettrait de créer des milliers d'emplois de qualité.

**LE QUÉBEC QU'ON VEUT,
IL AGIT POUR LA PLANÈTE.**

LA CSN DEMANDE :

Un plan de lutte aux changements climatiques pour mettre en œuvre la transition juste.

Une politique structurante pour le secteur forestier.

Une bonification du financement public du transport interurbain et du transport en commun des villes.
